

- secrétaire adjoint au parquet :
  - de la Cour de cassation : 1, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2007;
  - du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles : 1.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste au "SPF Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, ROJ 212, boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles", dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Les candidats sont priés de joindre une copie de l'attestation de réussite de l'examen organisé par la Ministre de la Justice, pour les greffes et les parquets des cours et tribunaux et ce pour l'emploi qu'ils postulent.

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature; les lettres peuvent être envoyées dans une même enveloppe.

La connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise est exigée des candidats aux emplois vacants dans le greffe des juridictions marquées d'un astérisque (\*), conformément aux dispositions des articles 53 et 54bis de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

- adjunct-secretaris bij het parket :
  - van het Hof van Cassatie : 1, vanaf 1 juli 2007;
  - van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel : 1.

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven aan de "FOD Justitie, Directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, ROJ 212, Waterloolaan 115, 1000 Brussel", worden gericht binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

De kandidaten dienen een afschrift bij te voegen van het bewijs dat zij geslaagd zijn voor het examen voor de griffies en parketten van hoven en rechtbanken, ingericht door de Minister van Justitie, en dit voor het ambt waarvoor zij kandidaat zijn.

Voor elke kandidatuurstelling dient een afzonderlijk schrijven te worden opgemaakt; de brieven mogen in eenzelfde aangetekende zending worden verstuurd.

De kennis van het Nederlands en van het Frans is vereist van de kandidaten voor de vacante plaatsen in de griffie van de gerechten die aangeduid zijn met een sterretje (\*), overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 53 en 54bis van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[2007/09071]

**Direction générale de la Législation et des Libertés et Droits fondamentaux. — Extrait en conformité de l'article 118 du Code civil**

Un jugement du tribunal de première instance d'Anvers rendu le 8 janvier 2007, à la requête de Mme Bernhart, Brigitta Hildegard, domiciliée à 2600 Berchem (Antwerpen), Fruithoflaan 105, bte 4, a déclaré l'absence de M. Verhoeven, Victor, né à Geel le 25 février 1928, ayant demeuré en dernier lieu à 2980 Zoersel, Halle-Dorp 33.

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[2007/09071]

**Directoraat-generaal Wetgeving, Fundamentele Rechten en Vrijheden**  
**Uittreksel overeenkomstig artikel 118 van het Burgerlijk Wetboek**

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen gegeven op 8 januari 2007, is ten verzoeken van Mevr. Bernhart, Brigitta Hildegard, wonende te 2600 Berchem (Antwerpen), Fruithoflaan 105, bus 4, de afwezigheid uitgesproken ten aanzien van de heer Verhoeven, Victor, geboren te Geel, op 25 februari 1928, laatst woonachtig te 2980 Zoersel, Halle-Dorp 33.

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

#### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[2007/200187]

**8 DECEMBRE 2006. — Circulaire ministérielle modifiant la circulaire ministérielle du 23 décembre 2005 relative aux conditions d'acceptabilité et aux modalités d'élaboration des contrats de rivière en Région wallonne**

Aux Députations permanentes des Conseils provinciaux,  
Aux Collèges des Bourgmestre et Echevins des villes et communes wallonnes,  
Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau qui attribue, en son article D.32, aux contrats de rivière des missions d'information, de sensibilisation et de concertation en ce qu'elles contribuent au dialogue, ainsi que des missions techniques précises; vu que cette disposition n'est pas entrée en vigueur compte tenu de la recherche d'« une solution cohérente en termes budgétaire et humains »; qu'il s'agit de préserver la dynamique spontanée des contrats de rivière sans imposer la taille du sous-bassin hydrographique lorsque c'est contraire à la volonté de ses membres; que, toutefois, une gestion cohérente tant d'un point de vue budgétaire qu'environnemental doit être assurée; que la modification de l'article D.32 du Code de l'Eau sera postérieure au 31 décembre 2006, date actuelle d'échéance de la circulaire ministérielle du 23 décembre 2005 relative aux conditions d'acceptabilité et aux modalités d'élaboration des contrats de rivière en Région wallonne;

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu l'arrêté du 9 juin 2005 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement dernièrement modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 16 septembre 2004 et du 15 avril 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 25 octobre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget en date du 5 décembre 2006;

Considérant que les objectifs du contrat de rivière visent en priorité à atteindre le meilleur état écologique possible des masses d'eau en conformité avec les objectifs de la Directive cadre sur l'eau 2000/60/CE, à restaurer, à protéger et à valoriser la qualité des écosystèmes aquatiques et les ressources en eau du bassin en intégrant harmonieusement l'ensemble des caractéristiques propres à la rivière;

Considérant que le Contrat d'Avenir pour les Wallonnes et les Wallons prévoit de préserver l'environnement en gérant durablement l'eau wallonne par l'activation des contrats de rivière;

Considérant qu'il convient de modifier en conséquence la circulaire qui régit les contrats de rivière;

Considérant que le milieu aquatique est soumis de manière permanente à l'impact des activités humaines (urbanisation, agriculture, industrie, activités ménagères, loisirs,...) et des phénomènes naturels (sécheresses, inondations,...);

Considérant que les incidences de ces activités méritent des solutions durables et des mesures de protection et de gestion pour lesquelles des actions concertées à tous les niveaux, notamment avec les usagers et les riverains des cours d'eau, apparaissent indispensables;

Considérant que la dynamique née, à travers les contrats de rivière, des collaborations entre personnes tant publiques que privées en faveur de projets locaux qui allient développement socio-économique et gestion globale du milieu aquatique, répond à cet impératif et qu'il est par conséquent nécessaire de poursuivre le subventionnement par la Région wallonne de telles initiatives sous des conditions à préciser;

Considérant qu'il entre dans les compétences du Ministre ayant l'Eau dans ses attributions de soutenir ces initiatives et d'informer les personnes désireuses de promouvoir de tels projets;

Décide d'adopter la présente circulaire qui modifie la circulaire ministérielle du 23 décembre 2005 relative aux conditions d'acceptabilité et aux modalités d'élaboration des contrats de rivière en Région wallonne (*Moniteur belge* du 30 janvier 2006) de la manière suivante :

1. au chapitre III. — Financement, point D.1.b., D.1.c, D.2.b., les mots « au plus tard le 31 décembre 2006 » sont remplacés par les mots « au plus tard le 31 décembre 2007 »;

2. au chapitre IV. — Sous-bassins concernés. — Collecte des données, les mots « au plus tard le 31 décembre 2006 » sont remplacés par les mots « au plus tard le 31 décembre 2007 »;

3. l'annexe de la circulaire ministérielle du 23 décembre 2005 est remplacée par l'annexe suivante :

Bassin	Sous-bassin	Nb de communes signataires	Superficie (km <sup>2</sup> )	Nb d'habitants estimé (données 2000)	Plafond de la subvention régionale (€/an)
Escaut	Escaut-Lys	19	773,10	219.781	40.000,00
Escaut	Dendre	19	673,10	108.912	40.000,00
Escaut	Dyle-Gette	31	947,50	248.584	112.000,00
Escaut	Haine	26	801,40	407.771	40.000,00
Escaut	Senne	23	574,60	203.103	70.000,00
	Total Escaut	118	3.769,70	1.188.151	302.000,00
Meuse	Meuse amont	36	1.923,10	214.163	110.000,00
Meuse	Meuse aval	70	1.930,90	705.046	100.000,00
Meuse	Sambre	48	1.703,60	614.135	92.000,00
Meuse	Ourthe	38	1.843,40	142.403	56.000,00
Meuse	Amblève	22	1.076,80	72.255	42.000,00
Meuse	Semois-Chiers	26	1.759,30	118.974	56.000,00
Meuse	Vesdre	26	703,10	210.512	41.000,00
Meuse	Lesse	23	1.343,40	62.316	40.000,00
	Total Meuse	289	12.283,60	2.139.804	537.000,00
Rhin	Moselle	17	769,10	38.502	29.000,00
	Total Rhin	17	769,10	38.502	29.000,00
Seine	Oise	2	80,10	2.898	2.500,00
	Total Seine	2	80,10	2.898	2.500,00
	Total général		16.822,40	3.366.457	870.500,00

1) Les nombres de communes ne sont pas additionnables, une commune pouvant être reprise dans plusieurs sous-bassins.

2) La population des communes situées sur plusieurs sous-bassins a été répartie à partir des secteurs statistiques de l'Institut national de Statistiques (INS), au prorata de leur superficie située dans tel ou tel sous-bassin.

Namur, le 8 décembre 2006.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[2007/200187]

**8. DEZEMBER 2006 — Ministerielles Rundschreiben zur Abänderung des ministeriellen Rundschreibens vom 23. Dezember 2005 über die Zulässigkeitsbedingungen und die Ausarbeitungsmodalitäten von Flussabkommen in der Wallonischen Region**

Den Ständigen Ausschüssen der Provinzialräte,

Den Bürgermeister- und Schöffenkollegien der wallonischen Städte und Gemeinden,

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, in dem den Flussverträgen durch Artikel D.32 Aufgaben zwecks der Information, Sensibilisierung und Konzertierung, insofern diese zum Dialog beiträgt, sowie gezielte technische Aufgaben zugeteilt werden; aufgrund der Tatsache, dass diese Bestimmung unter Berücksichtigung des Bestrebens nach «einer kohärenten Lösung vom haushaltsmäßigen und menschlichen Standpunkt aus» nicht in Kraft getreten ist; dass es darum geht, die spontane Dynamik der Flussverträge zu erhalten, ohne den Umfang des Zwischeneinzugsgebiets aufzuerlegen, wenn dies dem Willen ihrer Mitglieder entgegensteht; dass jedoch eine kohärente Bewirtschaftung, sowohl unter dem haushaltsmäßigen, als auch umweltbezogenen Gesichtspunkt, gewährleistet sein muss; dass die Abänderung des Artikels D.32 des Wassergesetzbuches nach dem 31. Dezember 2006 erfolgt, Datum, welches das gegenwärtige Fälligkeitsdatum des ministeriellen Rundschreibens vom 23. Dezember 2005 über die Zulässigkeitsbedingungen und die Ausarbeitungsmodalitäten von Flussabkommen in der Wallonischen Region darstellt;

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund des Erlasses vom 9. Juni 2005 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. August 2004 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 16. September 2004 und vom 15. April 2005;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion vom 25. Oktober 2006;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts vom 5. Dezember 2006;

In der Erwägung, dass die Zielsetzungen des Flussvertrags zu allererst darauf abzielen, den bestmöglichen ökologischen Zustand der Wasserkörper in Übereinstimmung mit den Zielsetzungen der Rahmenrichtlinie über das Wasser 2000/60/EG zu erreichen, die Qualität der Ökosysteme der Gewässer und die Wasserressourcen des Einzugsgebiets wiederherzustellen, zu schützen und aufzuwerten, indem die gesamten Merkmale, die dem Fluss eigen sind, harmonisch integriert werden;

In der Erwägung, dass der Vertrag für die Zukunft der Walloninnen und Wallonen vorsieht, die Umwelt durch eine nachhaltige Bewirtschaftung des wallonischen Wassers mittels einer Beschleunigung der Flussverträge zu erhalten;

In der Erwägung, dass es demnach angebracht ist, das Rundschreiben, das die Flussverträge regelt, abzuändern;

In der Erwägung, dass der Lebensraum Wasser ständig den Auswirkungen der menschlichen Tätigkeiten (Verstädterung, Landwirtschaft, Industrie, Haushaltstätigkeiten, Freizeittätigkeiten,...) und Naturerscheinungen (Trockenheiten, Überschwemmungen,...) ausgesetzt ist;

In der Erwägung, dass die Ein- und Auswirkungen dieser Tätigkeiten nachhaltiger Lösungen sowie Schutz- und Bewirtschaftungsmaßnahmen bedürfen, für die auf allen Ebenen vereinbarte Aktionen, insbesondere mit den Benutzern und Anwohnern der Wasserläufe, als unerlässlich erscheinen;

In der Erwägung, dass die sich aus den Mitarbeiter zwischen Personen sowohl öffentlichen, als auch privaten Rechts via die Flussverträge ergebende Dynamik zugunsten der lokalen Projekte, die sozio-ökologische Entwicklung mit globaler Bewirtschaftung des Lebensraums Wasser verbinden, dieser Anforderung gerecht wird und dass es demnach erforderlich ist, dass die Wallonische Region für derartige Initiativen unter festzulegenden Bedingungen weiterhin Zuschüsse gewährt;

In der Erwägung, dass der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, für die Unterstützung dieser Initiativen und für die Information der Personen, die derartige Projekte fördern möchten, zuständig ist;

Beschließt, das vorliegende Rundschreiben zu verabschieden, durch welches das ministerielle Rundschreiben vom 23. Dezember 2005 über die Zulässigkeitsbedingungen und die Ausarbeitungsmodalitäten von Flussabkommen in der Wallonischen Region (*Belgisches Staatsblatt* vom 30. Januar 2006) folgendermaßen abgeändert wird:

1. In Kapitel III — Finanzierung, Punkt D.1.b., D.1.c, D.2.b. werden die Wörter «spätestens bis zum 31. Dezember 2006» durch die Wörter «spätestens bis zum 31. Dezember 2007» ersetzt;

2. In Kapitel IV — Betroffene Zwischengebiete - Datensammlung, werden die Wörter «spätestens am 31. Dezember 2006» durch die Wörter «spätestens am 31. Dezember 2007» ersetzt;

3. Die Anlage des ministeriellen Rundschreibens vom 23. Dezember 2005 wird durch folgende Anlage ersetzt:

Einzugsgebiet	Zwischeneinzugsgebiet	Anzahl der unterzeichneten Gemeinden	Fläche (Km <sup>2</sup> )	Geschätzte Anzahl Einwohner (Angaben 2000)	Höchstbetragsgrenze des regionalen Zuschusses (€/Jahr)
Schelde	Schelde-Leie	19	773,10	219.781	40.000,00
Schelde	Dender	19	673,10	108.912	40.000,00
Schelde	Dyle-Gette	31	947,50	248.584	112.000,00
Schelde	Haine	26	801,40	407.771	40.000,00
Schelde	Senne	23	574,60	203.103	70.000,00
	Schelde insgesamt	118	3.769,70	1.188.151	302.000,00
Maas	Maas stromaufwärts	36	1.923,10	214.163	110.000,00
Maas	Maas stromabwärts	70	1.930,90	705.046	100.000,00
Maas	Sambre	48	1.703,60	614.135	92.000,00

Einzugsgebiet	Zwischeneinzugsgebiet	Anzahl der unterzeichneten Gemeinden	Fläche (Km <sup>2</sup> )	Geschätzte Anzahl Einwohner (Angaben 2000)	Höchstbetragsgrenze des regionalen Zuschusses (€/Jahr)
Maas	Ourthe	38	1.843,40	142.403	56.000,00
Maas	Amel	22	1.076,80	72.255	42.000,00
Maas	Semois-Chiers	26	1.759,30	118.974	56.000,00
Maas	Weser	26	703,10	210.512	41.000,00
Maas	Lesse	23	1.343,40	62.316	40.000,00
	Maas insgesamt	289	12.283,60	2.139.804	537.000,00
Rhein	Mosel	17	769,10	38.502	29.000,00
	Rhein insgesamt	17	769,10	38.502	29.000,00
Seine	Oise	2	80,10	2.898	2.500,00
	Seine insgesamt	2	80,10	2.898	2.500,00
	Insgesamt allgemein		16.822,40	3.366.457	870.500,00

1) Die Anzahlen der Gemeinden können nicht summiert werden, da eine Gemeinde zu mehreren Zwischeneinzugsgebieten gehören kann.

2) Die Bevölkerung der Gemeinden, die sich in mehreren Zwischeneinzugsgebieten befinden, wurde nach den statistischen Sektoren des Landesinstituts für Statistik (INS) im Verhältnis zu deren in dem einen oder anderen Zwischeneinzugsgebiet befindlichen Fläche aufgeteilt.

Namur, den 8. Dezember 2006

B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[2007/200187]

**8 DECEMBER 2006. — Ministeriële omzendbrief tot wijziging van de ministeriële omzendbrief van 23 december 2005 betreffende de toelaatbaarheidscriteria en de uitwerkingsmodaliteiten voor de riviercontracten in het Waalse Gewest**

Aan de Bestendige Deputaties der Provincieraden,

Aan de Colleges van burgemeester en schepenen van de Waalse steden en gemeenten,

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, waarbij overeenkomstig artikel D.32 de riviercontracten, enerzijds, voorlichtings-, sensibiliserings- en overlegopdrachten worden toegekend voorzover zij tot de dialoog bijdragen, en, anderzijds, nauwkeurige technische opdrachten; gelet op het feit dat die bepaling niet in werking is getreden rekening houdend met het zoeken naar « een coherente oplossing inzake begrotings- en menselijke middelen »; dat de spontane dynamiek van de riviercontracten gevrijwaard moet blijven zonder de omvang van het onderstroomgebied op te leggen indien dat tegen de wil van de leden ervan indruist; dat er evenwel in een coherent beheer moet worden voorzien zowel op begrotings- als op milieuvlak; dat de wijziging van artikel D.32 van het Waterwetboek er pas komt na 31 december 2006, die heden namelijk de datum is waarop de ministeriële omzendbrief van 23 december 2005 betreffende de toelaatbaarheidscriteria en de uitwerkingsmodaliteiten voor de riviercontracten in het Waalse Gewest vervalt;

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 juni 2005 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van juli 2004 tot regeling van de werking van de Regering, laatst gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 16 september 2004 en 15 april 2005;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 oktober 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 5 december 2006;

Overwegende dat de doelstellingen van het riviercontract eerst en vooral liggen in het streven naar de best mogelijke ecologische toestand van de waterlichamen in overeenkomst met de doelstellingen van de kaderrichtlijn over het water 2000/60/EG, in het herstel, de bescherming en de valorisering van de kwaliteit van de aquatische ecosystemen en de watervoorraden door alle rivierkenmerken tot een eenvormig geheel te maken;

Overwegende dat het Toekomstcontract voor Wallonië het leefmilieu wil vrijwaren door in een duurzaam beheer van het in Wallonië aanwezige water te voorzien door de activering van de riviercontracten;

Overwegende dat de omzendbrief die de riviercontracten regelt dienovereenkomstig gewijzigd dient te worden;

Overwegende dat het aquatische milieu constant onderworpen is aan de impact van menselijke activiteiten (bebouwing, landbouw, industrie, huishoudens, recreatie,...) en natuurlijke fenomenen (droogtes, overstromingen,...);

Overwegende dat de impact van die activiteiten duurzame oplossingen vereist, alsook beschermings- en beheersmaatregelen waarvoor acties in overleg op alle niveaus, namelijk met de gebruikers en de aanwonenden, onontbeerlijk blijken;

Overwegende dat de dynamiek die door de samenwerking via de riviercontracten tussen overheden en privépersonen resulteerde in lokale projecten waarbij de sociaal-economische ontwikkeling hand in hand gaat met het globale beheer van het aquatische milieu, aan die dwingende omstandigheid voldoet en dat het Waalse Gewest bijgevolg dergelijke initiatieven verder dient te subsidiëren, onder nader te bepalen voorwaarden;

Overwegende dat het ondersteunen van die initiatieven en de voorlichting van personen die dergelijke projecten wensen te bevorderen, onder de minister bevoegd voor water valt;

Beslist deze omzendbrief aan te nemen, die de ministeriële omzendbrief van 23 december 2005 betreffende de toelaatbaarheidscriteria en de uitwerkingsmodaliteiten voor de riviercontracten in het Waalse Gewest (*Belgisch Staatsblad* van 30 januari 2006) als volgt wijzigt :

1. In hoofdstuk III. — Financiering, punt D.1.b., D.1.c., D.2.b., worden de woorden « uiterlijk 31 december 2006 » vervangen door de woorden « uiterlijk 31 december 2007 »;

2. In hoofdstuk IV. — Betrokken onderbekkens - Gegevensinzameling worden de woorden « uiterlijk 31 december 2006 » vervangen door de woorden « uiterlijk 31 december 2007 »;

3. De bijlage van de ministeriële omzendbrief van 23 december 2005 wordt vervangen door volgende bijlage :

Stroomgebied	Onderstroomgebied	Aantal ondertekenende gemeenten	Oppervlakte (km <sup>2</sup> )	Geschat aantal inwoners (gegevens 2000)	Maximumbedrag van de gewestelijke subsidie (€/jaar)
Schelde	Schelde-Leie	19	773,10	219.781	40.000,00
Schelde	Dender	19	673,10	108.912	40.000,00
Schelde	Dijle-Gete	31	947,50	248.584	112.000,00
Schelde	Haine	26	801,40	407.771	40.000,00
Schelde	Zenne	23	574,60	203.103	70.000,00
	Totaal Schelde	118	3.769,70	1.188.151	302.000,00
Maas	Maas stroomopwaarts	36	1.923,10	214.163	110.000,00
Maas	Maas stroomafwaarts	70	1.930,90	705.046	100.000,00
Maas	Samber	48	1.703,60	614.135	92.000,00
Maas	Ourthe	38	1.843,40	142.403	56.000,00
Maas	Amel	22	1.076,80	72.255	42.000,00
Maas	Semois-Chiers	26	1.759,30	118.974	56.000,00
Maas	Vesder	26	703,10	210.512	41.000,00
Maas	Lesse	23	1.343,40	62.316	40.000,00
	Totaal Maas	289	12.283,60	2.139.804	537.000,00
Rijn	Moezel	17	769,10	38.502	29.000,00
	Totaal Rijn	17	769,10	38.502	29.000,00
Seine	Oise	2	80,10	2.898	2.500,00
	Totaal Seine	2	80,10	2.898	2.500,00
	Algemeen totaal		16.822,40	3.366.457	870.500,00

1) De aantallen gemeenten mogen niet opgeteld worden aangezien eenzelfde gemeente zich kan uitstrekken over verschillende onderstroomgebieden.

2) De bevolking van de gemeenten gelegen in verschillende onderstroomgebieden is verdeeld op grond van de statistische sectoren van het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NIS), in verhouding tot de oppervlakte die in dit of geen onderstroomgebied gelegen is.

Namen, 8 december 2006.

B. LUTGEN